



## APPEL A PROPOSITION (RFP)

A TOUS LES BUREAUX D'ETUDES / CABINETS SPECIALISES DANS L'ELABORATION DES PLANS DE DEVELOPPEMENT PROVINCIAL ET DES PLANS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL	DATE : 15 AVRIL 2019
	REFERENCE : RFP/PADLFIT/02/2019

Chers Messieurs / Mesdames :

Vous êtes invités à soumettre votre proposition pour La réalisation du plan de développement provincial et des plans de développement communal de la Tandjilé.

Veillez consulter les annexes suivantes pour les besoins de la préparation de votre soumission :

- Annexe I : description des exigences du PNUD
- Annexe II : les termes de références (TDRs)
- Annexe III : formulaire de présentation de la soumission du fournisseur de services
- Annexe IV : Conditions générales.
- Annexe V : critères d'évaluation des offres techniques

Les soumissions peuvent être déposées jusqu'au 30 Avril 2019 à 12 heure de N'Djamena, *au plus tard, sous pli fermé, dans l'urne située à la guérite des agents de sécurité/PNUD.*

Elles doivent comprendre une soumission technique et une soumission financière, chacune dans deux enveloppes séparées indiquant :

1. Le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre technique »
2. Le nom du soumissionnaire suivi de la mention « offre financière »

Les deux enveloppes, insérées dans une grande enveloppe portant la mention « La réalisation du plan de développement provincial et des plans de développement communal de la Tandjilé. A n'ouvrir qu'en Commission » doivent être déposées à l'adresse suivante :

Programme des Nations Unies pour le Développement  
Farcha, Rondpoint de la Francophonie, Avenue Nelson Mandela  
B.P. 906 N'Djamena, Tchad.

La soumission doit être écrite **en Français**, et être valable pour une période minimale de **120 jours**.

Dans la préparation de votre proposition, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'elle atteigne l'adresse indiquée ci-dessus au plus tard à la date limite de dépôt. Les propositions reçues au PNUD après la date limite de dépôt indiquée ci-dessus, peu importe la raison, ne seront pas considérées pour une évaluation.

# Programme des Nations Unies pour le développement



Si vous soumettez votre proposition par courriel, prière de vous assurer qu'elle est signée et en format PDF, et sans infection de virus ou fichier incomplet.

Les Services proposés doivent être revus et évalués sur base de conformité complète de la proposition vis-à-vis des besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP) et toutes les annexes fournissant des détails des exigences du PNUD.

La proposition qui répond à tous les besoins, qui correspond à tous les critères d'évaluation et qui offre le meilleur rapport qualité/prix sera sélectionnée et adjugée. Toute offre qui n'est pas conforme aux exigences sera rejetée.

Toute incohérence entre le prix unitaire et le prix total sera recalculée par le PNUD ; le prix unitaire prédominera et le prix total sera ainsi corrigé. Si le fournisseur n'accepte pas le prix total final corrigé, sa proposition sera rejetée. Aucune variation du prix due à une détérioration du marché, inflation, fluctuation des taux de change, ou tout autre facteur du marché ne pourra être acceptée par le PNUD après la réception de la proposition. Au moment de l'attribution du contrat ou du bon de commande, le PNUD se réserve le droit de varier (augmenter ou diminuer) la quantité de services et/ou biens, par un maximum de vingt-cinq pour cent (25%) du total de l'offre, sans aucune modification du prix unitaire ou autres termes et conditions.

Tout contrat ou bon de commande résultant de cette demande de proposition (RFP) est assujéti aux Conditions et Termes Généraux attachés à celle-ci. Le fait de la soumission d'une proposition implique que le fournisseur accepte sans question les Conditions et Termes Généraux du PNUD attachés à celle-ci en Annexe 3.

Prière de noter que le PNUD n'est pas obligé d'accepter toute proposition, ni d'attribuer un contrat ou un bon de commande, ni être tenu responsable pour tout coût associé à la préparation et soumission d'une proposition par des fournisseurs de service, peu importe le résultat ou la manière dont le processus de sélection est conduit.

La procédure de protestation pour un fournisseur du PNUD vise à donner une opportunité de réclamation pour les personnes ou les entreprises auxquelles, il n'a pas été attribué un bon de commande ou un contrat dans un processus compétitif d'achat. Au cas où vous croyez que vous n'avez pas été traité justement, vous pouvez trouver des informations détaillées sur la procédure de protestation par un fournisseur dans le lien suivant :

<http://www.undp.org/content/undp/en/home/operations/procurement/protestandsanctions/>

Le PNUD encourage tout fournisseur de service potentiel à prévenir et éviter les conflits d'intérêt, en révélant au PNUD si vous, ou chacun de vos affiliés ou personnel, étiez impliqué dans la préparation des besoins, conception, estimation des coûts, ou autre information utilisée dans cette demande de proposition (RFP).

Le PNUD applique la tolérance zéro sur les fraudes et autre pratiques prohibées ; il s'est engagé à prévenir, identifier et à éviter de tels actes et pratiques contre le PNUD et aussi les tiers impliqués dans les activités du PNUD. Le PNUD attend de ses Fournisseurs de service le respect du Code de Conduite des Fournisseurs des Nations Unies trouvé dans ce lien :

[http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct\\_english.pdf](http://www.un.org/depts/ptd/pdf/conduct_english.pdf)

Nous vous remercions et attendons de recevoir votre proposition.

Cordialement,  
Ateib Ali Sakine  
Expert Achat

## Description des Besoins

Contexte des besoins	<p>Au cours de ces cinq dernières années, le Tchad a connu une amélioration de son indice de développement humain estimé à 0,392 en 2015 tandis que son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) demeure élevé (62,7% en 2015) avec 67,8% de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle. Cette pauvreté, qui atteint 87% dans les zones rurales, est caractérisée par le faible développement local, la quasi inexistence d'infrastructures de base adaptées pour la dynamisation du secteur privé et de l'économie locale, le faible accès des populations aux services sociaux de base. Cette population vit dans l'insécurité alimentaire, le chômage et le sous-emploi principalement les femmes et les jeunes dont la quasi-totalité a des difficultés d'accès aux services sociaux de base et financiers.</p> <p>Les revues annuelles du Plan National de Développement (2013-2015), l'évaluation finale des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les analyses structurelles dans le cadre de la vision 2030 montrent qu'il y a des défis importants à relever, notamment : (i) l'amélioration du climat de sécurité et de cohésion sociale; (ii) le renforcement des systèmes de gouvernance des institutions administratives et républicaines; (iii) la diversification des sources de création de richesses en vue de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier; (iv) la gestion durable de l'environnement; (v) le développement du capital humain et le renforcement des systèmes de protection sociale.</p> <p>Les faibles performances socioéconomiques du Tchad nécessitent la mise en œuvre de stratégie adaptée pour faciliter l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable à l'échéance de 2030. Cela suppose que les causes profondes (les racines), les causes sous-jacentes et les causes immédiates du niveau élevé de pauvreté des populations sont identifiées et que des solutions pertinentes à long, moyen et court termes sont opérationnalisées.</p> <p>C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Tchad avec l'appui de ses partenaires technique et financier met en œuvre le Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) à travers les trois composantes que sont : (i) le développement local, (ii) le développement des filières à fort potentiel et (iii) l'inclusion financière et sociale des populations. Ce programme a pour objectif global de promouvoir l'économie locale, l'amélioration de l'accès aux services financiers et non financiers (épargne, crédit, transfert d'argent, assurance, formations) pour les ménages vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté en vue du développement des</p>
----------------------	---

activités économiques intégratrices (production agro-sylvo-pastorale et halieutique, conservation, transformation, commercialisation, artisanat, petits métiers, micro entreprise, PME/PMI) et créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur inclusion sociale.

La politique de la décentralisation menée jusque-là au Tchad est le fruit des résolutions de la conférence nationale souveraine de 1993 qui ont recommandé la forme d'un Etat unitaire fortement décentralisé. Cette volonté a été confirmée par l'adoption de la constitution du 31 Mars 1996 révisée par la loi N°08/PR/2005 du 15 juillet 2005 et qui garde toujours la forme de l'Etat unitaire fortement décentralisé avec quatre niveaux de Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD). Cependant, il faut souligner que le Forum National inclusif qui s'est tenu du 19 au 27 mars 2018 a maintenu la forme de l'Etat unitaire mais cette fois avec deux (2) niveaux de collectivités autonomes (CA).

La problématique de la décentralisation, du développement économique et social au niveau local reste un souci majeur pour tout acteur de développement. Au Tchad, les collectivités autonomes (CA) sont conçues comme des personnes morales dotées de l'autonomie financière dont la responsabilité est d'assurer la promotion du développement économique, social et culturel de leur territoire respectif en lien avec les orientations du Gouvernement. Dans la pratique, il faut noter que le transfert des compétences de l'Etat vers les CA bien que prévu par la loi portant répartition des compétences entre l'Etat et les CA, tarde à se mettre en place et à se généraliser. Or la mise en œuvre d'un développement local est fondamentalement basée sur l'instauration d'un système de libre administration et de gestion participative.

Aussi, il faut souligner que le développement local s'appuie prioritairement sur les plans de développement local en partant des besoins réels des populations au sein des CA. Les plans de développement local ont un triple avantage en ce sens qu'ils sont un cadre de dialogue et de concertation, un outil de planification et enfin un instrument de transparence et de négociation de financement de programmes et projets.

Au regard de ce qui précède, le renforcement et l'amélioration de la gouvernance locale est tributaire d'une planification objective, pertinente et réaliste des actions de développement qui prennent en compte les vrais besoins des populations à la base. Les Plans de développement provincial (PDP) ont comme avantage de contribuer à l'amélioration de la gouvernance des structures locale en ce sens qu'ils mettent en exergue une vision claire et objective de développement de la province en fournissant aux décideurs toutes les informations sur les potentialités, les priorités, les stratégies et dans une certaine mesure le cadre de mise en œuvre des actions de promotion de l'économie provinciale. C'est dans ce souci de promouvoir le développement économique et social harmonieux des provinces que le PADLFIT dans sa composante 1 entend appuyer les collectivités autonomes dans la promotion de l'économie locale à travers l'élaboration des plans de développement. Le présent appel à proposition a pour but de recruter un Bureau d'Etude pour appuyer les CA dans l'élaboration des PDC et du PDP de la Tandjilé qui a été

# Programme des Nations Unies pour le développement



	retenue par les plus hautes autorités comme la province pilote de mise œuvre du PADLFIT.
Partenaires d'Implémentation du PNUD	<i>Ministère de l'Economie et de la Planification du Développement et Ministère de l'Administration du Territoire, de la Sécurité Publique et de la Gouvernance Locale à N'Djamena</i>
Brève description des Services sollicités <sup>1</sup>	<p>Les principaux résultats attendus de cet appui sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un diagnostic pour l'identification des potentialités, des contraintes, des forces, des faiblesses, des besoins en termes d'équipements, d'infrastructures et services socioéconomiques de base, d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois, de formation professionnelle, d'accès aux services financiers/non financiers et de gestion durable des ressources naturelles est réalisé et disponible ;</li> <li>• Les priorités prenant en compte les projets et programmes prévus ou en cours sont définies ;</li> <li>• Le PDP et des PDC de la Tandjilé sont formulés ;</li> <li>• Un plan d'action assorti d'un budget et d'un chronogramme réaliste pour le PDP et les PDC est proposé ;</li> <li>• Les stratégies de mise en œuvre des plans d'action sont définies,</li> <li>• Un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre des plans d'action est proposé ;</li> <li>• Les stratégies de communication, de plaidoyer et de mobilisation des ressources sont disponibles ;</li> <li>• Les sources de financement pour la mise en œuvre du PDP et des PDC sont identifiées ;</li> <li>• Les contraintes et les risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre des plans d'action sont identifiés avec la proposition de mesures de mitigation.</li> </ul> <p>Voir Annexe 2 pour les détails (TDR).</p>
Liste et Description des résultats attendus (réalisations)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les rapports d'ateliers de restitution et de validation marquant la fin</li> </ul>

<sup>1</sup> Les TDR détaillés peuvent être attaché si les informations fournies dans cette annexe ne sont suffisantes pour décrire complètement la nature des travaux et autres détails des besoins.

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

	<p>du diagnostic participatif dans les 5 départements et les 17 communes de la province, 40 jours ouvrables après la signature du contrat ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un rapport du diagnostic consolidé 5 jours ouvrables après la fin des ateliers départementaux et communaux de restitution ;</li> <li>• Un draft du Plan de développement provincial et des plans de développement communal 15 jours ouvrables après le dépôt du rapport diagnostic</li> <li>• Un plan de développement provincial et des plans de développement communal validés 10 jours ouvrables après l'intégration des observations issues des ateliers, communaux, départementaux et provincial de validation.</li> </ul> <p>Voir Annexe 2 pour les détails (TDR).</p>
La Personne qui Supervisera les travaux/Performance du Fournisseur de Service	<i>Le Spécialiste Technique Principal du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT).</i>
Fréquence de rapports	<i>Un rapport provisoire et un rapport final après l'atelier de présentation et de validation (Réception définitive)</i>
Exigence de rapports progressifs	N/A
Site des travaux	<input checked="" type="checkbox"/> Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Farcha, rond-point de la francophonie, Avenue Nelson Mandela, B.P. 906 N'Djamena, Tchad <input checked="" type="checkbox"/> Sur le terrain auprès des acteurs du développement local dans la Tandjilé et à N'Djamena <input type="checkbox"/> Autres
Durée d'exécution prévue	<i>90 jours de travail effectif</i>
Date ciblée pour débiter l'exécution	<i>Mi-mai 2019</i>
Date limite de fin d'exécution	<i>Fin août 2019</i>
Voyages prévus	N/A
Conditions Spéciales de Sécurité	<input type="checkbox"/> Visa de Sécurité des Nations Unies avant le voyage <input type="checkbox"/> Faire la formation de Sécurité « UN's Basic and Advanced Security Training »

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

	<input type="checkbox"/> Assurance globale de voyage <input checked="" type="checkbox"/> N/A			
Facilités fournies par PNUD (i.e., à exclure de la proposition financière)	<input type="checkbox"/> Espace et facilités de Bureau <input type="checkbox"/> Transport sur site <input checked="" type="checkbox"/> N/A			
Chronogramme d'implémentation en indiquant les réalisations partielles et la durée des activités/sous-activités	<input checked="" type="checkbox"/> Exigé <input type="checkbox"/> Non exigé			
Noms et curriculum vitae des individus qui seront impliqués dans l'exécution des services	<input checked="" type="checkbox"/> Exigé <input type="checkbox"/> Non exigé			
Monnaie de la proposition	<input type="checkbox"/> Dollars des Etats unies d'Amérique (DEU) <input type="checkbox"/> Euro <input checked="" type="checkbox"/> Monnaie locale			
Taxe sur la Valeur Ajoutée sur la proposition de prix	<input type="checkbox"/> doit inclure la TVA et autres taxes indirectes applicables <input checked="" type="checkbox"/> doit exclure la TVA et autres taxes indirectes applicables			
Période de Validité de la proposition (A partir de la date limite de dépôt des offres)	<input type="checkbox"/> 60 jours <input type="checkbox"/> 90 jours <input checked="" type="checkbox"/> 120 jours <p>Dans les circonstances exceptionnelles, le PNUD peut demander au soumissionnaire d'étendre la validité de la proposition au-delà de la période initialement indiquée dans cette demande de proposition (RFP). Le soumissionnaire devra, dès lors, confirmer par écrit l'extension sans aucune modification, n'importe laquelle, sur sa proposition.</p>			
Offres partielles	<input checked="" type="checkbox"/> Non admises <input type="checkbox"/> Admises			
Termes de paiement	Réalisations	Pourcentage	Délai	Condition pour effectuer le paiement
	Avance de démarrage	20%	Dès la signature du contrat	Sur présentation de la facture et d'une caution bancaire au montant équivalent.

# Programme des Nations Unies pour le développement



	<p>Remise des documents provisoires (rapport provisoire de la mission) par le prestataire et leur validation par le PNUD, après intégration le cas échéant par le prestataire, des observations.</p>	<p>60% du montant total du contrat, déduction faite de la proportion correspondante de l'avance de démarrage</p>	<p>Suivant le plan de travail proposé</p>	<p>Sur présentation de la facture au montant équivalent et évaluation de la performance du prestataire</p>
	<p>Après validation des documents définitifs en atelier</p>	<p>40% du montant total/solde reliquataire du contrat, toutes déductions faites de l'avance de démarrage</p>	<p>Suivant le plan de travail proposé</p>	<p>Dans trente (30) jours à compter de la date où les conditions suivantes sont remplies : Acceptation écrite du PNUD pour la qualité de la réalisation et Réception de la facture du prestataire de service.</p>
<p>Personne(s) à passer en revue /inspecter/ approuver les réalisations/services fournis et autoriser le déboursement du paiement</p>	<p>Le Spécialiste Technique Principal du Programme d'Appui au Développement Local et à la Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) à N'Djamena</p>			
<p>Type du Contrat à signer</p>	<p><input type="checkbox"/> Bon de Commande  <input checked="" type="checkbox"/> Contrat Institutionnel ou professionnel selon le montant du marché  <input type="checkbox"/> Contrat pour les Services Professionnels  <input type="checkbox"/> Accord à Long-Terme (LTA) (si un LTA sera signé, spécifier le document qui sera utilisé pour commander le service, p. ex., un Bon de Commande, etc.)  <input type="checkbox"/> Autre Type de Contrat</p>			
<p>Critères de l'Attribution du Contrat</p>	<p><input type="checkbox"/> L'offre avec le plus bas prix parmi les offres techniquement qualifiées  <input checked="" type="checkbox"/> Le plus grand score combiné (basé sur une distribution de poids de l'ordre de 70% pour l'offre technique et de 30% pour l'offre financière)</p>			

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

	<p><input checked="" type="checkbox"/> Acceptation sans question des Conditions et Termes Généraux du PNUD (CTG). Ceci est un critère mandataire et ne peut pas être annulé peu importe la nature de la prestation sollicitée. La non-acceptation des CTG peut constituer une base pour rejeter la proposition.</p>
Critère de l'évaluation de la proposition	<p><b><u>Proposition Technique (70%)</u></b></p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Expertise de l'Entreprise et Structure de Gestion, voir détail dans le formulaire 1 annexe 5.</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Méthodologie, son adéquation aux Conditions et Chronogramme du Plan d'Implémentation, voir détail dans le formulaire 2 annexe 5</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Qualification du Personnel clé, voir détail dans le formulaire 3 annexe 5</p> <p><b>N.B :</b> seules les offres financières des soumissionnaires techniquement qualifiés (ayant obtenus la moyenne technique <math>\geq 70\%</math>) seront considérées pour la suite de l'évaluation.</p> <p><b><u>Proposition Financière (30%)</u></b></p> <p>A être calculé comme un ratio de l'offre financière de la proposition à l'offre financière la plus basse parmi les propositions reçues par le PNUD qui sont techniquement qualifiées.</p>
Le PNUD attribuera le contrat à UNDP :	<p><input checked="" type="checkbox"/> Un et un seul prestataire de Service.</p> <p><input type="checkbox"/> Un ou plusieurs fournisseurs de Service, sur base des facteurs suivants:</p>
Annexes à cette RFP	<p><input checked="" type="checkbox"/> Termes de référence Détaillés (Annexe 2)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Formulaire de soumission de la Proposition (Annexe 3)</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Conditions et Termes Généraux (Annexe 4)<sup>2</sup></p> <p><input type="checkbox"/> Autres<sup>3</sup></p>
Personne de contact pour des demandes de renseignement (Demandes de renseignement écrites uniquement)	<p>Adresse : <a href="mailto:registry.td@undp.org">registry.td@undp.org</a>. Tout retard dans la réponse du PNUD ne pourra pas être utilisé comme une justification pour prolonger la date limite de soumission, à moins que le PNUD détermine qu'une telle prolongation est nécessaire et communique la nouvelle date limite aux soumissionnaires.</p>
Autre Information [prière spécifier]	N/A

<sup>2</sup> Les Fournisseurs de Services sont alertés que la non-acceptation des Conditions et Termes Généraux (CTG) du PNUD peut servir de base pour la disqualification dans ce processus d'achat.

<sup>3</sup> Les TDR plus détaillés peuvent être, additionnellement au contenu de cette RFP, attachés à celle-ci en annexe.



## Annexe2

### Termes de Référence (TDRs)

#### AVIS DE RECRUTEMENT D'UN BUREAU D'ETUDES POUR LA REALISATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT PROVINCIAL ET DES PLANS DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL DE LA TANDJILE

### 1. Contexte

Au cours de ces cinq dernières années, le Tchad a connu une amélioration de son indice de développement humain estimé à 0,392 en 2015 tandis que son indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) demeure élevé (62,7% en 2015) avec 67,8% de la population vivant dans une extrême pauvreté multidimensionnelle<sup>4</sup>. Cette pauvreté, qui atteint 87% dans les zones rurales, est caractérisée par le faible développement local, la quasi inexistence d'infrastructures de base adaptées pour la dynamisation du secteur privé et de l'économie locale, le faible accès des populations aux services sociaux de base. Cette population vit dans l'insécurité alimentaire, le chômage et le sous-emploi principalement les femmes et les jeunes dont la quasi-totalité a des difficultés d'accès aux services sociaux de base et financiers.

Les revues annuelles du Plan National de Développement (2013-2015), l'évaluation finale des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et les analyses structurelles dans le cadre de la vision 2030 montrent qu'il y a des défis importants à relever, notamment : (i) l'amélioration du climat de sécurité et de cohésion sociale; (ii) le renforcement des systèmes de gouvernance des institutions administratives et républicaines; (iii) la diversification des sources de création de richesses en vue de réduire la dépendance vis-à-vis du secteur pétrolier; (iv) la gestion durable de l'environnement; (v) le développement du capital humain et le renforcement des systèmes de protection sociale.

Les faibles performances socioéconomiques du Tchad nécessitent la mise en œuvre de stratégie adaptée pour faciliter l'atteinte des objectifs sociaux, économiques et environnementaux du développement durable à l'échéance de 2030. Cela suppose que les causes profondes (les racines), les causes sous-jacentes et les causes immédiates du niveau élevé de pauvreté des populations sont identifiées et que des solutions pertinentes à long, moyen et court termes sont opérationnalisées. C'est dans cette perspective que le Gouvernement du Tchad avec l'appui de ses partenaires technique et financier met en œuvre le Programme d'Appui au Développement Local et à la

<sup>4</sup> Document de projet du PADLFIT

## Programme des Nations Unies pour le développement



Finance Inclusive au Tchad (PADLFIT) à travers les trois composantes que sont : (i) le développement local, (ii) le développement des filières à fort potentiel et (iii) l'inclusion financière et sociale des populations. Ce programme a pour objectif global de promouvoir l'économie locale, l'amélioration de l'accès aux services financiers et non financiers (épargne, crédit, transfert d'argent, assurance, formations) pour les ménages vivant dans la pauvreté et l'extrême pauvreté en vue du développement des activités économiques intégratrices (production agro-sylvo-pastorale et halieutique, conservation, transformation, commercialisation, artisanat, petits métiers, micro entreprise, PME/PMI) et créatrices d'emplois à forte valeur ajoutée pour l'amélioration de leurs revenus et leur inclusion sociale.

La politique de la décentralisation menée jusque-là au Tchad est le fruit des résolutions de la conférence nationale souveraine de 1993 qui ont recommandé la forme d'un Etat unitaire fortement décentralisé. Cette volonté a été confirmée par l'adoption de la constitution du 31 Mars 1996 révisée par la loi N°08/PR/2005 du 15 juillet 2005 et qui garde toujours la forme de l'Etat unitaire fortement décentralisé avec quatre niveaux de Collectivité Territoriale Décentralisée (CTD). Cependant, il faut souligner que le Forum National inclusif qui s'est tenu du 19 au 27 mars 2018 a maintenu la forme de l'Etat unitaire mais cette fois avec deux (2) niveaux de collectivités autonomes.

La problématique de la décentralisation, du développement économique et social au niveau local reste un souci majeur pour tout acteur de développement. Au Tchad, les collectivités autonomes (CA) sont conçues comme des personnes morales dotées de l'autonomie financière dont la responsabilité est d'assurer la promotion du développement économique, social et culturel de leur territoire respectif en lien avec les orientations du Gouvernement. Dans la pratique, il faut noter que le transfert des compétences de l'Etat vers les CA bien que prévu par la loi portant répartition des compétences entre l'Etat et les CA, tarde à se mettre en place et à se généraliser. Or la mise en œuvre d'un développement local est fondamentalement basée sur l'instauration d'un système de libre administration et de gestion participative.

Aussi, il faut souligner que le développement local s'appuie prioritairement sur les plans de développement local en partant des besoins réels des populations au sein des CA. Les plans de développement local ont un triple avantage en ce sens qu'ils sont un cadre de dialogue et de concertation, un outil de planification et enfin un instrument de transparence et de négociation de financement de programmes et projets.

Au regard de ce qui précède, le renforcement et l'amélioration de la gouvernance locale est tributaire d'une planification objective, pertinente et réaliste des actions de développement qui prennent en compte les vrais besoins des populations à la base. Les Plans de développement provincial (PDP) ont comme avantage de contribuer à l'amélioration de la gouvernance des



structures locale en ce sens qu'ils mettent en exergue une vision claire et objective de développement de la province en fournissant aux décideurs toutes les informations sur les potentialités, les priorités, les stratégies et dans une certaine mesure le cadre de mise en œuvre des actions de promotion de l'économie provinciale. C'est dans ce souci de promouvoir le développement économique et social harmonieux des provinces que le PADLFIT dans sa composante 1 entend appuyer les collectivités autonomes dans la promotion de l'économie locale à travers l'élaboration des plans de développement. Le présent appel à proposition a pour but de recruter un Bureau d'Etude pour appuyer les CA dans l'élaboration des PDC et du PDP de la Tandjilé qui a été retenue par les plus hautes autorités comme la province pilote de mise œuvre du PADLFIT.

## 2. Objectifs de la mission

Accompagner les Collectivités Autonomes (CA) dans tout le processus d'élaboration et de la mise en œuvre du Plan de Développement Provincial et des Plans de Développement Communaux de la Tandjilé.

### 2.1 Objectifs spécifiques

- Réaliser un diagnostic pour l'identification des potentialités, des contraintes, des forces, des faiblesses, des besoins en termes d'équipements, d'infrastructures et de services socioéconomiques de base, d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois, de formation professionnelle, d'accès aux services financiers/non financiers et de gestion durable des ressources naturelles ;
- Définir les priorités prenant en compte les projets et programmes prévus ou en cours ;
- Accompagner la formulation du PDP et des PDC de la Tandjilé ;
- Proposer un plan d'action assorti d'un budget et d'un chronogramme réaliste pour le PDP et les PDC ;
- Définir les stratégies de mise en œuvre des plans d'action,
- Proposer un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre des plans d'action
- Proposer les stratégies de communication, de plaidoyer et de mobilisation des ressources ;
- Identifier les sources de financement pour la mise en œuvre du PDP et des PDC ;
- Identifier les contraintes et risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre des plans d'action avec la proposition de mesures de mitigation.

## 3. Résultats

# Programme des Nations Unies pour le développement



Il est attendu du prestataire les résultats suivants :

- Un diagnostic pour l'identification des potentialités, des contraintes, des forces, des faiblesses, des besoins en termes d'équipements, d'infrastructures et services socioéconomiques de base, d'activités génératrices de revenus et créatrices d'emplois, de formation professionnelle, d'accès aux services financiers/non financiers et de gestion durable des ressources naturelles est réalisé et disponible ;
- Les priorités prenant en compte les projets et programmes prévus ou en cours sont définies ;
- Le PDP et des PDC de la Tandjilé sont formulés ;
- Un plan d'action assorti d'un budget et d'un chronogramme réaliste pour le PDP et les PDC est proposé ;
- Les stratégies de mise en œuvre des plans d'action sont définies,
- Un mécanisme de suivi-évaluation de la mise en œuvre des plans d'action est proposé ;
- Les stratégies de communication, de plaidoyer et de mobilisation des ressources sont disponibles ;
- Les sources de financement pour la mise en œuvre du PDP et des PDC sont identifiées ;
- Les contraintes et les risques susceptibles d'entraver la mise en œuvre des plans d'action sont identifiés avec la proposition de mesures de mitigation.

## 4. Livrables

Il est attendu du prestataire les rendus suivants :

- Les rapports d'ateliers de restitution et de validation marquant la fin du diagnostic participatif dans les 5 départements et les 17 communes de la province, 40 jours ouvrables après la signature du contrat ;
- Un rapport du diagnostic consolidé 5 jours ouvrables après la fin des ateliers départementaux et communaux de restitution ;
- Un draft du Plan de développement provincial et des plans de développement communal 15 jours ouvrables après le dépôt du rapport diagnostic
- Un plan de développement provincial et des plans de développement communal validés 10 jours ouvrables après l'intégration des observations issues des ateliers, communaux, départementaux et provincial de validation.

## 5. Méthodologie



# Programme des Nations Unies pour le développement



Le PDP et les PDC doivent être alignés sur la « vision 2030 : le Tchad que nous voulons » et le Plan National de Développement (PND) 2017-2021. L'approche devra être participative et inclusive avec l'organisation de plusieurs ateliers (lancement, restitution du diagnostic et validation des plans). Elle se basera sur la démarche méthodologique d'une planification provinciale, communale et locale. A cet effet, les consultations des parties prenantes se feront au niveau cantonal, communal et départemental tout en respectant les quatre phases programmatiques d'un PDP et des PDC : (i) la Préparation, (ii) le diagnostic, (iii) la Planification et (iv) la Validation/diffusion.

## 6. Durée de la mission

Suivant les quatre (4) phases du processus d'élaboration du plan de développement citées ci-haut la durée maximale de la mission est de 90 jours répartie comme suit.

- Phase de préparation : 5 jours y compris 1 jour de réunion de cadrage avec l'équipe du PADLFIT ;
- Phase du diagnostic participatif : 40 jours ;
- Phase de planification : 30 jours ;
- Phase de validation et diffusion : 15 jours.

## 7. Qualification du prestataire

Les soumissionnaires au présent appel à candidature doivent mobiliser une équipe pluridisciplinaire composée de :

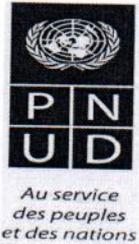
- Un (01) spécialiste en planification stratégique, chef de mission
- Un (01) spécialiste en Gestion des projets et programmes
- Un (01) spécialiste en collecte et analyse des données
- Trente-quatre (34) animateurs

## 8. Documents constitutifs de l'offre

Pour démontrer ses qualifications, les candidats devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

Offre	Documents	Description	Forme
<b>Partie 1 : Offre Technique</b>	Note méthodologique pour l'exécution de la mission attendue	Compréhension de la mission : <b>Méthodologie de mise en œuvre de la mission ;</b> <b>Plan de travail et chronogramme de la mission</b>	Pas de formulaire spécifique

# Programme des Nations Unies pour le développement



	Curriculum Vitae	Curriculum vitae de chaque consultant	Pas de formulaire spécifique
<b>Partie 2 : Offre Financière</b>	Tableau des coûts	Remplir le tableau	Voir Annexe 3

Les offres incomplètes seront rejetées.

## 9. Evaluation des offres

Les soumissionnaires sont invités à présenter une offre technique et financière. L'analyse des offres reçues se fera en deux (02) étapes :

### **Etape 1 : évaluation des propositions techniques**

Cette évaluation sur 1000 points sera faite conformément aux critères ci-dessous.

### **Etape 2 : Evaluation des offres financières.**

A l'étape 2 seules les propositions financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique minimum de 700 seront ouvertes aux fins d'évaluation, de comparaison et d'examen.

La méthode de notation applicable est celle de la notation combinée. La formule de notation des soumissions sera la suivante :

#### **Notation de la soumission technique (ST) :**

##### **Notation de la ST**

= (note totale obtenue par la soumission / note maximum pouvant être obtenue par la ST) x 100

#### **Notation de la soumission financière (SF) :**

##### **Notation de la SF**

= (prix offert le plus bas / prix de la soumission examinée) x 100

#### **Note combinée totale :**

(Notation de la ST) x (coefficient de pondération de la ST, 70 %)

+ (notation de la SF) x (coefficient de pondération de la SF, 30 %)

#### **Notation combinée et finale totale de la soumission**

Le marché sera attribué au candidat :

1. Dont l'offre est jugée recevable (répond aux TDR) et
2. Ayant obtenu le nombre de points le plus élevé (cumul des notes technique et financière)
  - Note technique : 70%
  - Note financière : 30%

## 10. Critères d'évaluation

# Programme des Nations Unies pour le développement



	Critères d'évaluation	Notation
<b>1</b>	<b>Expertise du bureau d'étude (100 points)</b>	<b>100</b>
1.1	Expériences du bureau d'études dans l'élaboration des PDP et/ou PDC (50 pts)	
1.2	Expériences du bureau d'études dans la conduite des études socioéconomique (25 pts)	
1.3	Expériences du bureau d'études dans la réalisation des études pour la promotion de l'économie locale (25 pts)	
	<b>Total 1</b>	<b>100</b>
<b>2</b>	<b>Compréhension de la mission, Méthodologie, plan de travail et chronogramme (480 points)</b>	<b>480</b>
2.1	Compréhension des objectifs et des résultats de la mission (25 pts)	
2.2	Définition des concepts clés de planification, de l'économie locale, de gouvernance et de développement local (25 pts)	
2.3	Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence (250 pts)	
2.4	Qualité et cohérence du plan de travail par rapport aux termes de référence (100 pts)	
2.5	Précision et cohérence du chronogramme par rapport les termes de référence (80 pts)	
	<b>Total 2</b>	<b>480</b>
<b>3</b>	<b>Qualification du personnel (420 points)</b>	<b>420</b>
3.1	<i>Qualification et expériences du spécialiste en planification, chef de mission (100 points)</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau supérieur Bac+ 5 (Master, DEA, DESS) en sciences économiques, sociales, en planification ou diplôme équivalent (10 pts) ;</li> <li>- Avoir réalisé au moins 5 PDP ou PDC (30 pts) ;</li> <li>- Avoir coordonné au moins 5 missions d'élaboration des PDP et/ou PDC (25 pts) ;</li> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans les missions d'appui conseil au profit des collectivités territoriales décentralisées ou les collectivités autonomes (15 pts) ;</li> <li>- Justifier d'au moins 5 années d'expériences dans le domaine de l'économie locale (10 pts)</li> <li>- Avoir au moins 5 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	<b>100</b>
3.2	<i>Qualification et expériences du spécialiste en Gestion des projets et programmes (75 points)</i>	<b>75</b>

# Programme des Nations Unies pour le développement



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau supérieur Bac+5 (Master, DEA, DESS) en gestion de projets, ou diplôme équivalent (10 pts).</li> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans la conception et la gestion de programmes/projets de développement (15 pts) ;</li> <li>- Avoir participé à l'élaboration d'au moins 2 PDP et/ou PDC (25 pts) ;</li> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans les missions d'appui conseil au profit des collectivités territoriales décentralisées ou les collectivités autonomes (15 pts) ;</li> <li>- Avoir au moins 3 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	
3.3	<p><i>Qualification et expériences du spécialiste en collecte et analyse des données (75 points)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau BAC + 5 en statistiques, informatique ou diplôme équivalent (10 pts) ;</li> <li>- Au minimum 5 ans d'expériences dans la supervision de la collecte et l'analyse des données socioéconomiques (25 points)</li> <li>- Avoir participé à au moins 3 missions d'élaboration des PDP et/ou PDC (30 points) ;</li> <li>- Avoir au moins 3 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	75
3.4	<p><i>Qualification et expériences des trente-quatre (34) animateurs (170 Pts)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau licence (Bac+3) en sciences économiques, sociales ou diplômes équivalents (17 pts soit 0,5pt*34) ;</li> <li>o Justifier d'au moins 3 ans d'expériences dans la mobilisation et l'encadrement communautaire (34pts soit 1pt*34) ;</li> <li>o Justifier d'au moins 3 ans d'expériences dans la supervision ou la collecte de donnée socioéconomique (34pts soit 1pt*34) ;</li> <li>o Avoir participé à au moins deux missions d'élaboration ou révision des plans de développement local (68pts soit 2pts*34) ;</li> <li>o Avoir une excellente maîtrise des langues locales de la province de la Tandjilé (17pts soit 0,5pt*34).</li> </ul>	170
	<b>Total 3</b>	
	<b>Total 1+2+3</b>	<b>170</b>
		<b>1000</b>

## Annexe 3

### FORMULAIRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION DU FOURNISSEUR DE SERVICE<sup>5</sup>

(Ce formulaire doit être soumis en utilisant uniquement le format de lettre avec entête officielle du Fournisseur de Service<sup>6</sup>)

To : [Insérer : Nom et adresse du point focal du PNUD]

[Insérer : lieu]

[Insérer : Date]

Cher Monsieur/Madame :

Nous, soussigné, offrons par la présente à rendre les services suivants au PNUD conformément aux exigences définies dans la demande de proposition (RFP) qui date du [Spécifier la date], et toutes ses annexes, ainsi que les provisions des Conditions et Termes Généraux du PNUD :

#### A. Qualifications du Fournisseur de Service

*Le Fournisseur de Service doit décrire et expliquer comment et pourquoi il est la meilleure entité qui peut satisfaire aux besoins du PNUD en indiquant les éléments suivants :*

- a) *Profile – décrire la nature de ses affaires, domaine d'expertises, licences, certifications, accréditations ;*
- b) *Licences d'affaires – Pièces d'enregistrement, Certification de paiement des Taxes, etc. ;*
- c) *Derniers états financiers audités– Compte de résultat/revenu et bilan pour indiquer sa stabilité financière, liquidité, solvabilité et sa réputation sur le marché, etc. ;*
- d) *Expérience professionnelle – liste des clients pour les services similaires à ceux qui sont sollicités par le PNUD, en fournissant la description des tâches contractuelles, la durée des contrats, les valeurs contractuelles, les références de contrat ;*
- e) *Certificats et Accréditation – y compris les Certificats de Qualité, les patentes d'enregistrement, les Certificats de Protection de l'Environnement, etc. ;*
- f) *Une Déclaration Ecrite que l'Entreprise n'est pas sur la liste de la Résolution 1267/1989 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la liste de la Division des Achats des Nations Unies ou Autre liste des Nations Unies des fournisseurs inéligibles.*

#### B. Méthodologie proposée pour la prestation de Services

<sup>5</sup>Ceci serve de guide au Fournisseur de Service dans la préparation de sa proposition.

<sup>6</sup>La Lettre avec entête Officielle doit indiquer les détails de contact (adresses, courriel, numéro de téléphone et fax) pour les motifs de vérification.

# Programme des Nations Unies pour le développement



Le Fournisseur de Service doit décrire comment il répondra aux besoins exprimés dans la demande de proposition (RFP); en fournissant une description détaillée des caractéristiques essentielles de la performance, les conditions de la production des rapports et les mécanismes d'assurance-qualité qui seront mis en place, en démontrant que la méthodologie proposée sera appropriée aux conditions et contextes locaux de travail.

## C. Qualifications du Personnel Clé

Si exigé dans la demande de proposition (RFP), le Fournisseur de Service doit fournir :

- Noms et qualifications du personnel clé qui exécutera les services en indiquant qui est le Team Leader, le personnel d'appui, etc. ;
- Les CVs démontrant les qualifications doivent être soumis si exigé dans la RFP etc. ;
- Confirmation Ecrite de chacun des membres du personnel à déployer pour sa disponibilité pendant la période d'exécution du contrat.

## D. Coût Ventilé pour chaque Réalisation\*

	Réalisation	Pourcentage du Coût Total (Portion de Paiement)	Prix (Forfait, Tout Inklus)
1			
2			
3			
4			
	Total	100%	

\*Ceci devra servir de base pour le paiement des tranches.

## E. Coût Ventilé par Composante de Coût [Ceci est un exemple seulement] :

Description de l'Activité	Rémunération par Unité de Temps	Total de la Période d'Engagement	Nombre du Personnel	Taux Total
<b>I. Personnel de Services</b>				
1. Services du Bureau Principal				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
2. Services des Bureaux de Terrains				
a. Expertise 1				
b. Expertise 2				
3. Services à l'Etranger				
a. Expertise 1				

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

b. Expertise 2				
<b>II. Menues des Dépenses</b>				
1. Coût de voyages				
2. Per diem				
3. Communications				
4. Reproduction				
5. Location d'Equipment				
6. Autres				
<b>III. Autres Coûts Associés</b>				

*[Noms et Signature de la Personne Autorisée chez le  
Fournisseur de Service]  
[Fonction/Titre]  
[Date]*



# Programme des Nations Unies pour le développement



*Au service  
des peuples  
et des nations*

## **Annexe 4 : CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS DE SERVICE DU PNUD (voir document annexé en PDF).**

# Programme des Nations Unies pour le développement



## Annexe 5

### Critères d'évaluation

	Critères d'évaluation	Notation
<b>1</b>	<b>Expertise du bureau d'étude (100 points)</b>	<b>100</b>
1.1	Expériences du bureau d'études dans l'élaboration des PDP et/ou PDC (50 pts)	
1.2	Expériences du bureau d'études dans la conduite des études socioéconomique (25 pts)	
1.3	Expériences du bureau d'études dans la réalisation des études pour la promotion de l'économie locale (25 pts)	
	<b>Total 1</b>	
<b>2</b>	<b>Compréhension de la mission, Méthodologie, plan de travail et chronogramme (480 points)</b>	<b>480</b>
2.1	Compréhension des objectifs et des résultats de la mission (25 pts)	
2.2	Définition des concepts clés de planification, de l'économie locale, de gouvernance et de développement local (25 pts)	
2.3	Qualité et cohérence de la démarche proposée par rapport aux termes de référence (250 pts)	
2.4	Qualité et cohérence du plan de travail par rapport aux termes de référence (100 pts)	
2.5	Précision et cohérence du chronogramme par rapport les termes de référence (80 pts)	
	<b>Total 2</b>	
<b>3</b>	<b>Qualification du personnel (420 points)</b>	<b>480</b>
3.1	<i>Qualification et expériences du spécialiste en planification, chef de mission (100 points)</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau supérieur Bac+ 5 (Master, DEA, DESS) en sciences économiques, sociales, en planification ou diplôme équivalent (10 pts) ;</li> <li>- Avoir réalisé au moins 5 PDP ou PDC (30 pts) ;</li> <li>- Avoir coordonné au moins 5 missions d'élaboration des PDP et/ou PDC (25 pts) ;</li> </ul>	<b>100</b>

# Programme des Nations Unies pour le développement



	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans les missions d'appui conseil au profit des collectivités territoriales décentralisées ou les collectivités autonomes (15 pts) ;</li> <li>- Justifier d'au moins 5 années d'expériences dans le domaine de l'économie locale (10 pts)</li> <li>- Avoir au moins 5 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	
3.2	<p><i>Qualification et expériences du spécialiste en Gestion des projets et programmes (75 points)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau supérieur Bac+5 (Master, DEA, DESS) en gestion de projets, ou diplôme équivalent (10 pts).</li> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans la conception et la gestion de programmes/projets de développement (15 pts) ;</li> <li>- Avoir participé à l'élaboration d'au moins 2 PDP et/ou PDC (25 pts) ;</li> <li>- Justifier d'au moins 5 ans d'expériences dans les missions d'appui conseil au profit des collectivités territoriales décentralisées ou les collectivités autonomes (15 pts) ;</li> <li>- Avoir au moins 3 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	75
3.3	<p><i>Qualification et expériences du spécialiste en collecte et analyse des données (75 points)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau BAC + 5 en statistiques, informatique ou diplôme équivalent (10 pts) ;</li> <li>- Au minimum 5 ans d'expériences dans la supervision de la collecte et l'analyse des données socioéconomiques (25 points)</li> <li>- Avoir participé à au moins 3 missions d'élaboration des PDP et/ou PDC (30 points) ;</li> <li>- Avoir au moins 3 missions internationales (10 pts).</li> </ul>	75
3.4	<p><i>Qualification et expériences des trente-quatre (34) animateurs (170 Pts)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>o Avoir au moins un diplôme universitaire de niveau licence (Bac+3) en sciences économiques, sociales ou diplômes équivalents (17 pts soit 0,5pt*34) ;</li> <li>o Justifier d'au moins 3 ans d'expériences dans la mobilisation et l'encadrement communautaire (34pts soit 1pt*34) ;</li> </ul>	170

# Programme des Nations Unies pour le développement



Au service  
des peuples  
et des nations

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Justifier d'au moins 3 ans d'expériences dans la supervision ou la collecte de donnée socioéconomique (34pts soit 1pt*34) ;</li> <li>○ Avoir participé à au moins deux missions d'élaboration ou révision des plans de développement local (68pts soit 2pts*34) ;</li> <li>○ Avoir une excellente maîtrise des langues locales de la province de la Tandjilé (17pts soit 0,5pt*34).</li> </ul>	
	<b>Total 3</b>	<b>170</b>
	<b>Total 1+2+3</b>	<b>1000</b>

Préparé par Toalta Amadji Djimadoum Expert développement local/PADLFIT	Approuvé par : Brice Anicet Ahouissou Coordonnateur du PADLFIT
	